

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2087

[C — 27444]

**9 JUIN 1994 — Arrêté du Gouvernement wallon  
déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires  
accordés par la Société régionale wallonne du Logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 2, §§ 3 et 7, et l'article 4, modifié par le décret du 29 octobre 1992;

Vu les avis de la Société régionale wallonne du Logement, donnés le 13 décembre 1993 et le 25 avril 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1<sup>o</sup> société : la Société régionale wallonne du Logement;
- 2<sup>o</sup> demandeur : la ou les personnes physiques qui sollicitent l'octroi d'un prêt hypothécaire;
- 3<sup>o</sup> habitation : toute maison ou appartement destiné en ordre principal à l'hébergement et à la vie d'un ménage, sis en Région wallonne;
- 4<sup>o</sup> revenus : l'ensemble des revenus imposables du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement.

Lorsque le demandeur, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, bénéficient de traitements, salaires ou émoluments exempts d'impôts nationaux, ils doivent produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires ou émoluments perçus, afin que la société puisse estimer sur cette base le montant de leurs revenus annuels;

5<sup>o</sup> enfant à charge : la personne pour laquelle, à la date de l'octroi du prêt, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur, à son conjoint cohabitant ou à la personne avec laquelle il vit maritalement ou l'enfant pour lequel de telles allocations ne sont pas attribuées, mais à propos duquel la société reconnaît, sur la base de documents probants, qu'il est à charge du demandeur, de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement.

L'enfant handicapé à charge est compté pour deux enfants à charge.

En outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur handicapé ou dont le conjoint cohabitant, ou la personne avec laquelle il vit maritalement, est handicapé;

6<sup>o</sup> enfant à naître : l'enfant conçu depuis au moins nonante jours à la date de l'octroi du prêt, la preuve en étant fournie par une attestation médicale;

7<sup>o</sup> handicapé :

a) soit la personne atteinte à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale.

Cette insuffisance ou diminution de capacité est établie sur la base d'une attestation délivrée par le Ministère de la Prévoyance sociale;

b) soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail, en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;

c) soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points au moins, en application de la même loi;

8<sup>o</sup> Ministre : le Ministre ayant le logement dans ses attributions.

**Art. 2.** Dans la limite des programmes d'investissements approuvés par le Gouvernement wallon, et aux conditions du présent arrêté, le conseil d'administration de la société peut accorder des prêts hypothécaires aux personnes physiques, dont les revenus ne dépassent pas les montants visés à l'article 3, pour l'acquisition, la construction ou la réhabilitation d'une habitation, ou pour le remboursement d'une dette antérieure contractée dans le même but.

**Art. 3.** Les taux d'intérêts sont fixés en fonction des revenus annuels, selon le barème suivant :

- 1<sup>o</sup> : 4,5 p.c. l'an, si les revenus sont inférieurs ou égaux à F 600 000;
- 2<sup>o</sup> : 5,0 p.c. l'an, si les revenus sont compris entre F 600 001 et F 700 000;
- 3<sup>o</sup> : 5,5 p.c. l'an, si les revenus sont compris entre F 700 001 et F 800 000;
- 4<sup>o</sup> : 6,25 p.c. l'an, si les revenus sont compris entre F 800 001 et F 900 000;
- 5<sup>o</sup> : 7,0 p.c. l'an, si les revenus sont compris entre F 900 001 et F 1 000 000;
- 6<sup>o</sup> : 7,25 p.c. l'an, si les revenus sont compris entre F 1 000 001 et F 1 100 000.

Les maxima des revenus prévus à l'alinéa premier sont majorés de F 75 000 par enfant à charge ou à naître.

Les taux visés à l'alinéa 1er sont diminués de 0,50 p.c. l'an lorsque l'habitation est vendue par une société immobilière de service public ou à l'intermédiaire de celle-ci, ou par une commune, une association de communes, ou un centre public d'aide sociale.

Outre la diminution applicable, le cas échéant, en vertu de l'alinéa 3, les taux prévus à l'alinéa 1er sont diminués de 0,50 p.c. l'an lorsque l'habitation est située :

— soit dans un périmètre visé à l'article 309 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

- soit dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visé à l'article 322/12 du même code;
- soit dans un ensemble architectural dont les éléments ont été classés en vertu de l'article 351 du même code, ou dans les limites d'une zone de protection établie autour de cet ensemble;
- soit dans un périmètre de rénovation urbaine fixé en application de la réglementation relative à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine;
- soit dans une zone d'initiative privilégiée définie par arrêté du Gouvernement wallon.

**Art. 4. § 1er.** Le demandeur, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, sont tenus de remettre à la société tous les documents probants permettant à celle-ci d'estimer sur cette base le montant de leurs revenus annuels et en conséquence, le taux d'intérêt applicable.

§ 2. L'emprunteur communique à la société une copie de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus imposables pris en considération pour l'octroi du prêt, dans les deux mois de la date d'envoi de cet avertissement.

Si l'emprunteur ne satisfait pas à cette obligation ou s'il est constaté, sur le vu de l'avertissement-extrait de rôle, que le montant des revenus annuels dépasse le montant d'un million cent mille francs, augmenté de septante-cinq mille francs par enfant à charge ou à naître, la société exige le remboursement total de la créance, moyennant un préavis de trois mois à donner à l'emprunteur par lettre recommandée à la poste, et sans qu'aucune indemnité ne soit due à cette occasion par l'emprunteur. Toutefois, dans le délai précité de trois mois, l'emprunteur a le droit d'exiger la continuation du prêt, sans aucun frais à sa charge, au taux maximum du barème en vigueur à la date de l'octroi du prêt, majoré de 1,0 p.c. à partir du cinquième mois qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Toutefois, cette majoration peut être réduite à 0,5 p.c. si l'emprunteur apporte la preuve de sa bonne foi.

S'il est constaté, sur le vu de l'avertissement-extrait de rôle, que le taux d'intérêt estimé conformément au § 1er doit être majoré, cette majoration prend cours à partir du cinquième mois qui suit la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

**Art. 5.** Les prêts sont remboursables par mensualités égales et constantes, comprenant l'intérêt et l'amortissement du capital et, le cas échéant, de la prime d'assurance-vie.

**Art. 6.** La durée de remboursement du prêt est fixée par le conseil d'administration de la société, en fonction des revenus et de l'âge de l'emprunteur.

Elle est au maximum de trente ans, dans les cas visés à l'article 3, alinéa 1er, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, et de vingt-cinq ans, dans les cas visés à l'article 3, alinéa 1er, 6<sup>o</sup>.

Le capital et, le cas échéant, la prime unique d'assurance-vie doivent être complètement amortis au moment où l'emprunteur atteint l'âge de soixante-cinq ans.

**Art. 7.** Le conseil d'administration de la société soumet à l'approbation du Gouvernement un règlement des prêts qui détermine notamment :

- la superficie habitable maximale de l'habitation;
- les conditions de salubrité de l'habitation;
- le montant maximum du prêt;
- les modalités d'attribution, de liquidation, de garantie et de remboursement des prêts;
- les conditions d'un prêt hypothécaire de second rang.

**Art. 8.** Outre les garanties complémentaires éventuelles imposées par la société, l'emprunteur doit consentir au profit de celle-ci une hypothèque en premier rang sur l'immeuble pour lequel il contracte l'emprunt.

**Art. 9.** L'emprunteur doit contracter au moment du prêt une assurance-décès à capital décroissant, au profit de la société.

**Art. 10.** En dehors des frais légaux inhérents à l'hypothèque et ce qui pourrait être dû en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, sont mis à charge de l'emprunteur les frais de constitution de dossier et les frais d'expertise des biens offerts en garantie.

**Art. 11.** Moyennant autorisation écrite du demandeur, de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, la société peut solliciter des services compétents des administrations, les attestations relatives à leurs revenus, à leurs propriétés immobilières et à l'établissement de la qualité de handicapé.

**Art. 12. § 1er.** A la date de l'octroi du prêt, le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ne peuvent être seuls ou ensemble, propriétaires ou usufruitiers de la totalité d'un autre logement.

Il est dérogé à cette condition lorsqu'il s'agit :

- 1<sup>o</sup> soit d'un logement insalubre par surpeuplement ou insalubre non améliorable et pour autant que ce logement ait été occupé par le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement pendant au moins six mois au cours des deux années précédant la date de l'octroi du prêt;
- 2<sup>o</sup> soit du ou des logement insalubres non améliorables à démolir sis sur le terrain devant servir d'assiette au logement à construire avec le bénéfice du prêt;
- 3<sup>o</sup> soit d'un autre logement, pour autant qu'il soit vendu avant la signature de l'acte authentique de prêt et que le produit de la vente soit réinvesti dans l'opération pour laquelle le prêt est sollicité.

§ 2. La dérogation visée au § 1er, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du présent article, est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> En cas de pleine propriété :

a) s'il s'agit d'un logement insalubre par surpeuplement, le demandeur et, le cas échéant, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, doivent s'engager à le mettre en vente dès l'occupation du logement acquis, réhabilité avec le bénéfice du prêt, ou en cas de remboursement d'une dette antérieure;

b) s'il s'agit d'un logement insalubre ou améliorable, le demandeur et, le cas échéant, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement, doivent s'engager à le faire démolir ou à ne plus le destiner à l'habitation à dater de l'occupation du logement acquis, réhabilité ou construit avec le bénéfice du prêt, ou en cas de remboursement d'une dette antérieure.

2<sup>o</sup> En cas d'usufruit, le demandeur et, le cas échéant, son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement doivent s'engager à renoncer à leur usufruit, dès l'occupation du logement acquis, réhabilité ou construit avec le bénéfice du prêt, ou en cas de remboursement d'une dette antérieure.

La société s'assure que les engagements prévus au 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> sont respectés.

Le logement est considéré comme insalubre non améliorable si le demandeur et son conjoint cohabitant ou la personne avec laquelle il vit maritalement ont été reconnus admissibles au bénéfice de l'allocation de démolition octroyée par la Région, ou si le logement est reconnu insalubre non améliorable par la Société régionale wallonne du Logement après examen, sur base d'un rapport motivé, ou par un arrêté du bourgmestre.

**Art. 13. Jusqu'à complet remboursement :**

1° l'emprunteur doit occuper, à titre principal, l'habitation faisant l'objet du prêt et ne peut y exercer un commerce, y installer un débit de boissons, une auberge ou un restaurant, ou y exercer une activité professionnelle, sauf si un ou des locaux y ont été réservés à cet effet;

2° l'emprunteur doit assurer le logement contre l'incendie, l'inondation, la foudre et les explosions, pour la totalité de sa valeur, auprès d'une compagnie d'un des Etats membres de la Communauté européenne et acquitter régulièrement les primes de cette assurance.

3° l'emprunteur doit consentir à la visite du logement par les délégués de la Société régionale wallonne du Logement;

4° l'emprunteur ne peut vendre le logement, ni le donner en location en tout ou en partie, sauf accord préalable et écrit de la société.

**Art. 14.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1983 déterminant la notion de personnes à revenus modestes pour les opérations réalisées par la Société nationale terrienne et par les sociétés agréées par celle-ci est abrogé.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre vigueur le 1er juin 1994, sauf l'article 3 qui produit ses effets au 1er janvier 1994.

Namur, le 9 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 94 — 2087

[C — 27444]

**9. JUNI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Gewährungsbedingungen der durch die « Société régionale wallonne du Logement » (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien) gewährten Hypothekendarlehen**

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der « Société régionale wallonne du Logement », insbesondere des Artikels 2 §§ 3 und 7 und des Artikels 4 in seiner durch das Dekret vom 29. Oktober 1992 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der am 13. Dezember 1993 und am 25. April 1994 abgegebenen Gutachten der « Société régionale wallonne du Logement »;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung :

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter:

1° Gesellschaft: die « Société régionale wallonne du Logement »;

2° Antragsteller: die natürliche(n) Person(en), die die Gewährung eines Hypothekendarlehens beantragt (beantragen);

3° Wohnung: jedes Haus bzw. jede Wohnung, die hauptsächlich zur Unterbringung und zum Leben eines Haushalts bestimmt ist und in der Wallonischen Region gelegen ist;

4° Einkommen: das gesamte steuerpflichtige Einkommen des Antragstellers und seines mit ihm lebenden Ehepartners bzw. der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person.

Wenn der Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person Gehälter, Löhne oder Nebeneinkünfte, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, beziehen, müssen sie eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit die Gesellschaft auf dieser Basis den Betrag ihres jährlichen Einkommens schätzen kann;

5° Unterhaltsberechtigtem Kind: die Person, für die der Antragsteller, sein mit ihm lebender Ehepartner oder die Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, am Tag der Gewährung des Darlehens Kinderzulagen oder Waisengeld bezieht, oder das Kind, für das solche Zulagen nicht gewährt werden, aber das auf der Basis von Beweisurkunden von der Gesellschaft als unterhaltsberechtigtes Kind zu Lasten des Antragstellers, seines mit ihm lebenden Ehepartners oder der Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, betrachtet wird;

Ein unterhaltsberechtigtes behindertes Kind zählt für zwei unterhaltsberechtignte Kinder.

Ferner wird dem Antragsteller ein unterhaltsberechtigtes Kind angerechnet, wenn er behindert ist, oder wenn der mit ihm lebende Ehepartner bzw. die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person behindert ist;

6° künftigen Kind: das Kind, das am Tag der Gewährung des Darlehens seit mindestens 90 Tagen erwartet wird; der Beweis hierfür wird durch ein ärztliches Attest beigebracht.

7° Behindertem:

a) entweder die Person, die an einem mindestens 66 %igen Mangel an geistigen oder körperlichen Fähigkeiten oder an einer mindestens 66 %igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet.

Dieser Mangel bzw. diese Verminderung wird auf der Basis eines durch das Ministerium der Sozialen Fürsorge ausgelieferten Zeugnisses festgestellt;

b) oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel oder weniger von dem, was eine gesunde Person durch die Ausübung eines Berufs auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, beschränkt ist, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenzulagen;

c) oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit mindestens neun Punkte beträgt, in Anwendung desselben Gesetzes;

8° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört.

**Art. 2.** Innerhalb der Begrenzungen der durch die Wallonische Regierung genehmigten Investitionsprogramme und unter den Bedingungen des vorliegenden Erlasses kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft den natürlichen Personen, deren Einkommen die in Artikel 3 erwähnten Beträge nicht überschreiten, Hypothekendarlehen für den Erwerb, den Bau bzw. die Sanierung einer Wohnung oder für die Rückzahlung einer früher zum selben Zweck eingegangenen Verpflichtung gewähren.

**Art. 3.** Die Zinssätze werden im Verhältnis zu dem jährlichen Einkommen und entsprechend der folgenden Tabelle festgesetzt:

1°: 4,5 % jährlich, wenn das Einkommen 600 000 BEF nicht überschreitet;

2°: 5,0 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 600 001 BEF und 700 000 BEF liegt;

3°: 5,5 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 700 001 BEF und 800 000 BEF liegt;

4°: 6,25 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 800 001 BEF und 900 000 BEF liegt;

5°: 7,0 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 900 001 BEF und 1 000 000 BEF liegt;

6°: 7,25 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 1 000 001 BEF und 1 100 000 BEF liegt.

Das in Absatz 1 vorgesehene Höchstehkommen wird um 75 000 BEF pro unterhaltsberechtigtes bzw. künftiges Kind erhöht.

Die in Absatz 1 erwähnten Sätze werden jährlich um 0,50 % verringert, wenn die Wohnung durch eine Immobiliengesellschaft öffentlichen Dienstes oder durch Vermittlung einer solchen Gesellschaft, durch eine Gemeinde, eine Gemeindevereinigung oder ein Sozialhilfzentrum verkauft wird.

Zusätzlich zur ggf. auf Grund von Absatz 3 anwendbaren Verringerung werden die in Absatz 1 vorgesehenen Sätze jährlich um 0,50 % verringert, wenn die Wohnung in einem der folgenden Gebiete gelegen ist:

— entweder innerhalb eines in Artikel 309 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erwähnten abgegrenzten Gebiets;

— oder in einem in Artikel 322/12 desselben Gesetzbuches erwähnten Gemeindegebiet oder Teil eines Gemeindegebiets;

— oder in einem architektonischen Komplex, dessen Bestandteile auf Grund von Artikel 351 desselben Gesetzbuches unter Denkmal- bzw. Landschaftsschutz gestellt worden sind, oder innerhalb eines um diesen Komplex festgelegten Schutzgebiets;

— oder in einem zur Stadtrenovierung bestimmten Gebiet, das in Anwendung der Gesetzgebung über die Gewährung durch die Wallonische Region von Zuschüssen für die Ausführung von Maßnahmen zur Stadtrenovierung festgesetzt worden ist;

— oder in einem vorrangigen Initiativengebiet, das durch Erlass der Wallonischen Region bestimmt worden ist.

**Art. 4. § 1.** Der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, sind verpflichtet, der Gesellschaft alle Beweisurkunden abzugeben, anhand deren diese den Betrag des jährlichen Einkommens dieser Personen und daher auch den anzuwendenden Zinssatz bestimmen kann.

§ 2. Innerhalb von zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Steuerbescheid der Heberolle bezüglich des für die Gewährung des Darlehens berücksichtigten versteuerbaren Einkommens zugeschickt worden ist, richtet der Darlehensnehmer eine Abschrift dieses Steuerbescheids an die Gesellschaft.

Wenn der Darlehensnehmer dieser Verpflichtung nicht nachkommt, oder wenn nach Überprüfung des Steuerbescheids der Heberolle festgestellt wird, daß das jährliche Einkommen den Betrag von 1 100 000 BEF zuzüglich 75 000 BEF pro unterhaltsberechtigtes bzw. künftiges Kind überschreitet, verlangt die Gesellschaft die Rückerstattung der gesamten Schuld, und zwar innerhalb einer Frist von drei Monaten, die dem Darlehensnehmer per Einschreiben mitgeteilt werden muß, und ohne, daß der Darlehensnehmer dabei eine Entschädigung schuldet. Jedoch ist der Darlehensnehmer innerhalb der vorerwähnten Frist von drei Monaten berechtigt, die Beibehaltung des Darlehens zu verlangen, und zwar ohne jegliche Kosten für ihn und zum Höchstsatz der am Tag der Gewährung des Darlehens geltenden Tabelle, wobei dieser Satz ab dem fünften Monat nach der Sendung des Steuerbescheids der Heberolle um 1,0 % erhöht wird. Diese Erhöhung kann jedoch auf 0,5 % verringert werden, wenn der Darlehensnehmer den Beweis seines guten Glaubens erbringt.

Wenn nach Überprüfung des Steuerbescheids der Heberolle festgestellt wird, daß der gemäß § 1 geschätzte Zinssatz erhöht werden muß, läuft diese Erhöhung ab dem fünften Monat nach der Sendung des Steuerbescheids der Heberolle.

**Art. 5.** Die Darlehen sind durch gleiche und ständige Monatsraten zurückzuzahlen, die den Zins, die Kapitaltilgung und ggf. die Prämie der Lebensversicherung einschließen.

**Art. 6.** Die Dauer der Rückzahlung des Darlehens wird entsprechend dem Einkommen und dem Alter des Darlehensnehmers durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft festgesetzt.

Sie ist von höchstens dreißig Jahren in den in Artikel 3 Absatz 1 1° bis 5° erwähnten Fällen und von fünfundsiebenzig Jahren in den in Artikel 3 Absatz 1 6° erwähnten Fällen.

Das Kapital und ggf. die einzige Prämie der Lebensversicherung müssen ganz getilgt sein, wenn der Darlehensnehmer fünfundsiebenzig Jahre wird.

**Art. 7.** Der Verwaltungsrat der Gesellschaft legt der Regierung eine Regelung der Darlehen zur Genehmigung vor. Diese Regelung bestimmt insbesondere:

- die maximale bewohnbare Fläche der Wohnung;
- die gesundheitliche Zuträglichkeit der Wohnung;
- den Höchstbetrag des Darlehens;
- die Modalitäten für die Gewährung, die Auszahlung, die Garantie und die Rückzahlung der Darlehen;
- die Bedingungen eines zweitrangigen Hypothekendarlehens.

**Art. 8.** Neben den eventuell zusätzlichen Garantien, die durch die Gesellschaft auferlegt werden, muß der Darlehensnehmer eine erstrangige Hypothek auf das Gebäude, für das er das Darlehen aufnimmt, zugunsten der Gesellschaft bestellen.

**Art. 9.** Der Darlehensnehmer muß bei der Aufnahme des Darlehens eine Ablebensversicherung mit abnehmendem Kapital zugunsten der Gesellschaft abschließen.

**Art. 10.** Neben den gesetzlichen Kosten, die mit der Hypothek verbunden sind, und dem, was auf Grund anderer gesetzlichen bzw. vorschriftsmäßigen Bestimmungen geschuldet werden könnte, gehen die Kosten für das Anlegen der Akte und für die Begutachtung der als Garantie angebotenen Güter zu Lasten des Darlehensnehmers.

**Art. 11.** Mittels der schriftlichen Einwilligung des Antragstellers, des mit ihm lebenden Ehepartners oder der Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, darf die Gesellschaft die zuständigen Dienststellen der Verwaltungen um die Bescheinigungen betreffend ihr Einkommen, ihre Immobilienbesitze und die Feststellung der Behinderung bitten.

**Art. 12. § 1.** Am Tag der Gewährung des Darlehens dürfen der Antragsteller, der mit ihm lebende Ehepartner oder die Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, weder allein noch zusammen Eigentümer oder Nutznießer der Gesamtheit einer anderen Wohnung sein.

Von dieser Bedingung wird abgewichen, wenn es sich um folgendes handelt:

1° entweder um eine durch Überbelegung gesundheitsschädliche oder um eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung, sofern diese Wohnung mindestens sechs Monate im Laufe der zwei Jahre vor dem Datum der Gewährung des Darlehens vom Antragsteller und von seinem mit ihm lebenden Ehepartner bzw. von der mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebenden Person bewohnt worden ist;

2° oder um die nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche abzubrechende Wohnung bzw. Wohnungen, die auf dem Grundstück, auf dem die Wohnung mit dem Darlehen gebaut wird, gelegen ist bzw. sind;

3° oder um eine andere Wohnung, vorausgesetzt daß sie vor der Unterzeichnung der notariellen Urkunde des Darlehens verkauft worden ist, und daß der Verkaufserlös in das Geschäft, für welches das Darlehen beantragt wird, neu investiert wird.

§ 2. Die in Paragraph 1 1° und 2° des vorliegenden Artikels erwähnte Abweichung unterliegt der Einhaltung folgender Bedingungen:

1° Bei Volleigentum: -

a) wenn es sich um eine wegen Überbelegung gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Antragsteller und ggf. sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie zu verkaufen, sobald die mit dem Darlehen erworbene und sanierte Wohnung bezogen wird, oder im Falle der Rückzahlung einer früheren Schuld;

b) wenn es sich um eine nicht verbesserungsfähige gesundheitsschädliche Wohnung handelt, müssen der Antragsteller und ggf. sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, sie abreißen zu lassen oder sie nicht mehr für Wohnzwecke zu bestimmen, sobald die mit dem Darlehen erworbene, sanierte bzw. gebaute Wohnung bezogen wird, oder im Falle der Rückzahlung einer früheren Schuld;

2° im Falle eines Nießbrauchs müssen der Antragsteller und ggf. sein mit ihm lebender Ehepartner bzw. die mit ihm in einer eheähnlichen Gemeinschaft lebende Person sich verpflichten, auf ihren Nießbrauch zu verzichten, sobald die mit dem Darlehen erworbene, sanierte bzw. gebaute Wohnung bezogen wird, oder im Falle der Rückzahlung einer früheren Schuld.

Die Gesellschaft überprüft, ob die in 1° und 2° vorgesehenen Verpflichtungen eingehalten werden

Die Wohnung wird als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig betrachtet, wenn der Antragsteller und sein mit ihm lebender Ehepartner oder die Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, als zulässig für den Genuß der durch die Region gewährten Abbruchprämie anerkannt worden sind, oder wenn die Wohnung durch die « Société régionale wallonne du Logement » nach Überprüfung auf der Basis eines begründeten Berichts oder durch einen Erlaß des Bürgermeisters als gesundheitsschädlich und nicht verbesserungsfähig anerkannt worden ist.

**Art. 13.** Bis zur ganzen Rückzahlung:

1° muß der Darlehensnehmer die Wohnung, für die das Darlehen gewährt wird, als Hauptwohnsitz benutzen und darf in dieser Wohnung weder ein Geschäft ausüben noch einen Getränkeausschank, ein Gasthaus oder ein Restaurant niederlassen, noch eine berufliche Tätigkeit ausüben, außer wenn ein bzw. mehrere Räume zu diesem Zweck vorbehalten worden sind;

2° muß der Darlehensnehmer die Wohnung bei einer Versicherungsgesellschaft eines der Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft gegen Brand, Überschwemmung, Blitzschlag und Explosionen für ihren ganzen Wert versichern und die Prämien dieser Versicherung regelmäßig bezahlen;

3° muß der Darlehensnehmer den Besuch von Beauftragten der « Société régionale wallonne du Logement » in die Wohnung gestatten;

4° darf der Darlehensnehmer die Wohnung weder verkaufen noch sie ganz oder teilweise vermieten, außer wenn die Gesellschaft seine vorherige schriftliche Zustimmung gegeben hat.

**Art. 14.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1983 zur Bestimmung des Begriffs der Personen mit bescheidenem Einkommen für die durch die « Société nationale terrienne » (Nationale Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauförderung) und die von dieser zugelassenen Gesellschaften durchgeführten Maßnahmen wird aufgehoben.

**Art. 15.** Vorliegender Erlaß tritt am 1. Juni 1994 in Kraft, außer Artikel 3, der am 1. Januar 1994 wirksam wird.

Namur, den 9. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens

W. TAMINLAUX

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 94 — 2087

[C — 27444]

**9 JUNI 1994. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de « Société régionale wallonne du Logement » (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) hypothecaire leningen toestaat**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de « Société régionale wallonne du Logement », inzonderheid op artikel 2, §§ 3 en 7, en op artikel 4, gewijzigd bij decreet van 29 oktober 1992;

Gelet op de adviezen van de « Société régionale wallonne du Logement », gegeven op 13 december 1993 en 25 april 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° maatschappij : de « Société régionale wallonne du Logement »;

2° aanvrager : de natuurlijke persoon (personen) die om de toekenning van een hypothecaire lening verzoekt (verzoeken);

3° woning : ieder hoofdzakelijk voor de huisvesting van één gezin bestemde huis of appartement dat in het Waalse Gewest gelegen is;

4° inkomsten : de gezamenlijke belastbare inkomsten van de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft. De aanvrager, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft die wedden, lonen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van rijksbelastingen, moeten een attest van de schuldenaar van de inkomsten voorleggen met vermelding van het totale bedrag van de ontvangen wedden, lonen of emolumenten zodat de maatschappij het bedrag van hun jaarinkomsten op die basis kan schatten;

5° kind ten laste : het kind waarvoor op de datum van toekenning van de lening een kinderbijslag of een wezenrente wordt toegekend aan de aanvrager, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, alsmede het kind waarvoor dergelijke bijslagen niet worden toegekend maar dat aan de hand van bewijsstukken door de maatschappij wordt geacht ten laste te zijn van de aanvrager, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft;

Het gehandicapte kind wordt als twee kinderen ten laste beschouwd.

Als hebbende een kind ten laste worden eveneens beschouwd de gehandicapte aanvrager of zijn samenwonende gehandicapte echtgenote of de gehandicapte persoon met wie hij ongehuwd samenleeft.

6° ongeborn kind : het op de datum van toekenning van de lening sinds ten minste negentig dagen verwekte kind, waarbij een medisch attest als bewijsstuk geldt;

7° gehandicapte :

a) hetzij de persoon die getroffen is door ten minste 66 % ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid.

Deze ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid wordt vastgesteld aan de hand van een door het Ministerie van Sociale Voorzorg afgeleverd bewijs;

b) hetzij de persoon van wie het verdienvermogen krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten beperkt is tot één derde of minder van wat een valide persoon in staat is te verdienen door één of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt uit te oefenen;

c) hetzij de persoon van wie het gebrek aan zelfredzaamheid krachtens dezelfde wet op ten minste negen punten vastgesteld is;

8° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden huisvesting behoort.

**Art. 2.** Binnen de perken van de door de Waalse Regering goedgekeurde investeringsprogramma's en onder de in dit besluit gestelde voorwaarden kan de raad van bestuur van de maatschappij hypothecaire leningen toestaan aan natuurlijke personen wier inkomsten de in artikel 3 bedoelde bedragen niet overschrijden, voor de aankoop, de bouw of de renovatie van een woning of voor de terugbetaling van een met hetzelfde doel vroeger aangegane schuld.

**Art. 3.** De rentevoeten worden naar gelang van de jaarinkomsten volgens de hierna vermelde loonschaal vastgesteld :

1° : 4,5 % per jaar, indien de inkomsten minder bedragen dan of gelijk zijn aan F 600 000;

2° : 5,0 % per jaar, indien de inkomsten tussen F 600 001 en F 700 000 bedragen;

3° : 5,5 % per jaar, indien de inkomsten tussen F 700 001 en F 800 000 bedragen;

4° : 6,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen F 800 001 en F 900 000 bedragen;

5° : 7,0 % per jaar, indien de inkomsten tussen F 900 001 en F 1 000 000 bedragen;

6° : 7,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen F 1 000 001 en F 1 100 000 bedragen.

De in het eerste lid bedoelde maximumbedragen van de inkomsten worden met F 75 000 verhoogd per kind ten laste of ongeboren kind.

De in het eerste lid bedoelde rentevoeten worden met 0,50 % per jaar verminderd wanneer de woning verkocht wordt door een publiekrechtelijke bouwmaatschappij of door de bemiddeling ervan, of door een gemeente, een vereniging van gemeenten of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

Naast de, in voorkomend geval, krachtens het derde lid toe te passen vermindering worden de in het eerste lid bedoelde rentevoeten met 0,50 % per jaar verminderd wanneer de woning gelegen is :

— ofwel in een omtrek bedoeld in artikel 309 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening / Stedebouw en Patrimonium;

— ofwel op een gemeentelijk grondgebied of gedeelte van gemeentelijk grondgebied bedoeld in artikel 322/12 van hetzelfde wetboek;

— ofwel in een architectonisch geheel waarvan de elementen krachtens artikel 351 van hetzelfde wetboek op de monumentenlijst staan, of binnen de grenzen van een rondom dit geheel gevestigd beschermingsgebied;

- ofwel in een omtrek van stadsrenovatie vastgesteld op grond van de reglementering inzake verlening door het Waalse Gewest van subsidies voor de uitvoering van werkzaamheden m.b.t. de stadsrenovatie;
- ofwel in een bevoorrecht initiatiefgebied zoals bepaald bij besluit van de Waalse Regering.

**Art. 4. § 1.** De aanvrager, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft dienen de maatschappij alle bewijsstukken over te leggen zodat ze het bedrag van hun jaarinkomsten en bijgevolg de toe te passen rentevoet op die basis kan schatten.

§ 2. Binnen twee maanden na de datum van toezending van het aanslagbiljet doet de lener de maatschappij een afschrift ervan toekomen m.b.t. de belastbare inkomsten die in aanmerking worden genomen voor de toekenning van de lening.

Indien de lener deze verplichting niet nakomt of indien na inzage van het aanslagbiljet wordt vastgesteld dat het bedrag van de jaarinkomsten hoger is dan één miljoen honderduizend frank, verhoogd met vijfenzeventig-duizend frank per kind ten laste of ongeboort kind, eist de maatschappij de totale terugbetaling van de schuldvordering, mits de lener een opzeggingstermijn van drie maanden bij aangetekend schrijven wordt toegezonden en zonder dat hij daarvoor een vergoeding verschuldigd is. Binnen de voornoemde termijn van drie maanden heeft de lener echter het recht zonder enige kosten de voortzetting van de lening te eisen tegen de maximumrentevoet van het op de datum van toekenning van de lening geldende tarief, verhoogd met 1,0 % vanaf de vijfde maand na de datum van toezending van het aanslagbiljet. Deze verhoging kan evenwel tot 0,5 % worden teruggebracht indien de lener het bewijs van zijn oprechtheid levert.

Indien na inzage van het aanslagbiljet wordt vastgesteld dat de krachtens § 1 geschatte rentevoet moet worden verhoogd, gaat de verhoging in vanaf de vijfde maand na de datum van toezending van het aanslagbiljet.

**Art. 5.** De leningen zijn terug te betalen in gelijke en onveranderlijke maandelijkse afbetalingen die de rente en de aflossing van het kapitaal en, in voorkomend geval, van de levensverzekeringspremie omvatten.

**Art. 6.** De duur van terugbetaling van de lening wordt door de raad van bestuur van de maatschappij vastgesteld naar gelang van de inkomsten en de leeftijd van de lener.

Ze bedraagt maximum dertig jaar in de in artikel 3, eerste lid, 1<sup>o</sup> tot 5<sup>o</sup>, bedoelde gevallen en vijftwintig jaar in de in artikel 3, eerste lid, 6<sup>o</sup>, bedoelde gevallen.

Het kapitaal en, in voorkomend geval, de premie ineens van de levensverzekering, moeten volledig afgelost zijn wanneer de lener de leeftijd van vijftien jaar bereikt.

**Art. 7.** De raad van bestuur van de maatschappij onderwerpt een reglement van de leningen aan de goedkeuring van de Regering, met vermelding van volgende gegevens :

- de maximale bewoonbare oppervlakte van de woning;
- de gezondheidstoestand van de woning;
- het maximumbedrag van de lening;
- de modaliteiten voor de toekenning, de uitbetaling, de waarborg en de terugbetaling van de leningen;
- de voorwaarden voor een hypothecaire lening van tweede rang.

**Art. 8.** Behalve de door haar eventueel opgelegde bijkomende waarborgen moet de lener ten gunste van de maatschappij een hypotheek in de eerste rang nemen op het gebouw waarvoor hij een lening aangaat.

**Art. 9.** Op de datum van toekenning van de lening moet de lener ten gunste van de maatschappij een overlijdensverzekering met afnemend kapitaal aangaan.

**Art. 10.** Behalve de wettelijke kosten verbonden aan de hypotheek en wat verschuldigd zou kunnen zijn krachtens andere wets- en reglementaire bepalingen vallen de behandelingskosten en de schattingskosten voor de goederen die in aanmerking komen voor de waarborg ten laste van de lener.

**Art. 11.** Mits schriftelijke machtiging van de aanvrager, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, kan de maatschappij de bewijzen m.b.t. hun inkomsten, hun onroerende eigendommen en de vaststelling van de hoedanigheid van gehandicapte opeisen.

**Art. 12. § 1.** Noch de lener noch zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, mogen samen of alleen een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben op de datum van toekenning van de lening.

Van deze voorwaarde wordt afgeweken :

1<sup>o</sup> hetzij voor een wegens overbevolking ongezonde woning of voor een onverbeterbaar ongezonde woning, voor zover ze door de lener en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, minstens zes maanden werd betrokken binnen een periode van twee jaar voorafgaande aan de datum van toekenning van de lening;

2<sup>o</sup> hetzij voor één of meer onverbeterbaar ongezonde te slopen woningen, gelegen op het terrein dat moet dienen als grondslag voor de door middel van de lening te bouwen woning;

3<sup>o</sup> hetzij voor een andere woning voor zover ze vóór de ondertekening van de authentieke leningsakte is verkocht en dat de opbrengst van de verkoop opnieuw wordt geïnvesteerd in de verrichting waarvoor de lening wordt aangevraagd.

§ 2. Voor de in § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van dit artikel bedoelde afwijking moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1<sup>o</sup> in geval van volle eigendom :

a) voor een wegens overbevolking ongezonde woning moeten de aanvrager en, in voorkomend geval, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, zich ertoe verbinden die woning te koop te bieden vanaf de bezette woning die door middel van de lening wordt gerenoveerd, of in geval van terugbetaling van een vroegere schuld;

b) voor een onverbeterbaar ongezonde woning moeten de aanvrager en, in voorkomend geval, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, zich ertoe verbinden die woning te laten slopen of ze niet voor huisvesting te bestemmen vanaf de bezetting van de aangekochte woning die door middel van de lening wordt gerenoveerd of gebouwd, of in geval van terugbetaling van een vroegere schuld;

2<sup>o</sup> in geval van vruchtgebruik moeten de aanvrager en, in voorkomend geval, zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, zich ertoe verbinden van hun vruchtgebruik afstand te doen vanaf de bezetting van de aangekochte woning die door middel van de lening wordt gerenoveerd of gebouwd, of in geval van terugbetaling van een vroegere schuld.

De maatschappij gaat na of de onder 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> bedoelde verbintenissen worden nagekomen.

De woning wordt als onverbeterbaar ongezond beschouwd indien de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft in aanmerking komen voor de door het Waalse Gewest verleende slopingstoelage of indien de woning, na onderzoek, door de « Société régionale wallonne du Logement » als onverbeterbaar ongezond wordt beschouwd op grond van een met redenen omkleed verslag of bij besluit van de burgemeester.

**Art. 13.** Tot de volledige terugbetaling :

1<sup>o</sup> moet de woning die het voorwerp van de lening uitmaakt als hoofdwoning worden betrokken door de lener die er geen handel mag drijven, geen drankgelegenheid, herberg of restaurant mag inrichten of er geen beroep mag uitoefenen behalve indien daarvoor één of meer ruimten zijn bestemd;

2<sup>o</sup> moet de lener het gebouw voor zijn totale waarde tegen brand, overstroming, bliksem en ontploffing verzekeren bij een verzekeringsmaatschappij van één van de lidstaten van de Europese Gemeenschap en de verzekeringspremies geregeld betalen;

3<sup>o</sup> moet de lener de afgevaardigden van de « Société régionale wallonne du Logement » de woning laten bezichtigen;

4<sup>o</sup> mag de lener de woning niet verkopen noch geheel of gedeeltelijk verhuren, behalve voorafgaande schriftelijke toestemming van de maatschappij.

**Art. 14.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 juni 1983 tot vaststelling van het begrip « personen met bescheiden inkomen » voor de door de Nationale Landmaatschappij en de door haar erkende maatschappijen verwezenlijkte projecten, wordt opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1994, behalve artikel 3 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1994.

Namen, 9 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 2088

**19 MEI 1994.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende aanduiding van de ambtenaren die gemachtigd worden tot vaststelling van inbreuken op de reglementering betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, IX, 3<sup>o</sup>, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit, inzonderheid op artikel 23, vervangen door de programma-wet van 22 december 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de omvang die de ongeoorloofde tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft aangenomen, vereist dat de gewestelijke ambtenaren die gemachtigd worden tot vaststelling van inbreuken op dit domein onverwijld worden aangeduid;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling, en van de Staatssecretaris belast met het Architectonisch, Architecturaal en Natuurlijk Erfgoed, de Sociale Toelagen en de Taxi's,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Onverminderd de plichten van de officieren van gerechtelijke politie, worden tot vaststelling van de inbreuken inzake het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit en de uitvoeringsbesluiten ervan gemachtigd :

1<sup>o</sup> de coördinator, de adjunct-coördinator, de inspecteurs en de adjunct-inspecteurs van de sociale inspectie van het bestuur van economie en tewerkstelling van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

### MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 2088

**19 MAI 1994.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant désignation des agents habilités à constater les infractions à la réglementation relative à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 3<sup>o</sup>, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté royal n<sup>o</sup> 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, notamment l'article 23, remplacé par la loi-programme du 22 décembre 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'ampleur prise par l'occupation illicite de travailleurs de nationalité étrangère dans la Région de Bruxelles-Capitale requiert que les agents régionaux habilités à constater les infractions en ce domaine soient désignés sans délai;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'Aménagement du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi et du Secrétaire d'Etat, chargé du Patrimoine architectural, archéologique et naturel, des Allocations sociales et des Taxis,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, sont habilités à constater les infractions à l'arrêté royal n<sup>o</sup> 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation des travailleurs de nationalité étrangère et à ses arrêtés d'exécution :

1<sup>o</sup> le coordinateur, le coordinateur adjoint, les inspecteurs et les inspecteurs adjoints de l'inspection sociale de l'administration de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;